



Fonds pour l'environnement mondial

15 mai 2001

COMPTE RENDU CONJOINT DES PRESIDENTS REUNION DU CONSEIL DU FEM 9-11 MAI 2001

OUVERTURE DE LA REUNION

1. La réunion est ouverte par M. Mohamed T. El-Ashry, directeur général et président du FEM.

ÉLECTION DU PRESIDENT DE SEANCE

2. M. Jairo Montoya, représentant le groupe de pays composé du Brésil, de la Colombie et de l'Équateur, est élu à la présidence de la réunion.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. Le Conseil adopte l'ordre du jour provisoire qui fait l'objet du document GEF/C.17/1.

RAPPORT DES DELIBERATIONS SUR LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE LA CAISSE DU FEM

4. Le DG rend compte des travaux de la réunion sur la troisième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM, qui s'est tenue le 7 mai à Washington. Le compte rendu des coprésidents de la réunion est remis au Conseil.
5. L'un des membres du Conseil fait remarquer que le FEM a connu une telle évolution que le nombre de projets présentés pour financement risque de dépasser le montant des ressources disponibles. L'intervenant demande au Secrétariat de préparer une note sur le mode de hiérarchisation et d'allocation des ressources en veillant soigneusement à ne pas présenter ces financements comme acquis. Cette note sera présentée à l'une des prochaines réunions du Conseil et pourra être utilisée dans le cadre des travaux sur la reconstitution des ressources.

DECLARATION DU PRESIDENT DU STAP

6. Le président du STAP, M. Madhav Gadgil, rend compte de l'exécution du programme de travail de ce groupe consultatif et des progrès réalisés depuis la dernière réunion du Conseil. Il répond également aux questions des membres.

7. Faisant observer que le STAP actuel doit être renouvelé en juin 2002, le représentant du PNUE indique au Conseil que le directeur exécutif de son organisation a lancé un processus de recherche de candidats pour former le prochain groupe. Il ajoute que le PNUE présentera un document d'information sur le processus de renouvellement du STAP lors de la prochaine réunion du Conseil en décembre 2001.

DECLARATIONS AU TITRE DES CONVENTIONS SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE, LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

8. M. Michael Zammit Cutajar, secrétaire exécutif pour la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, M. Hamdallah Zedan, secrétaire exécutif pour la Convention sur la diversité biologique, et M. Hama Arba Diallo, secrétaire exécutif pour la Convention sur la lutte contre la désertification, font une déclaration au Conseil. Les trois intervenants répondent ensuite aux questions des membres.

DECISIONS DU CONSEIL

9. Le Conseil approuve les décisions suivantes :

*Décision sur le point 6 b) de l'ordre du jour
les instances des Conventions*

Examen des relations avec

10. Ayant examiné le document GEF/C.17/3, intitulé *Relations with Conventions*, le Conseil prend acte des évolutions intéressant le FEM dans le cadre des divers accords internationaux à vocation environnementale et prend note des mesures arrêtées en application des décisions de la Conférence des parties.

*Décision sur le point 6 c) de l'ordre du jour
habilitantes initiales relatives à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants*

Directives applicables aux activités

11. Ayant examiné le document GEF/C.17/4, intitulé *Initial Guidelines for Enabling Activities of the Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants*, le Conseil approuve, sous réserve des observations formulées lors de sa réunion, l'application des directives initiales afin de commencer à aider les pays en développement et les pays en transition à prendre les mesures nécessaires pour honorer leurs obligations au titre de la Convention. Le Conseil approuve les critères d'admissibilité des pays, les activités ouvrant droit à financement et leur chronologie, et la procédure accélérée pour répondre aux demandes d'aide présentées au FEM. Le Conseil demande au Secrétariat de s'efforcer de faire savoir aux pays intéressés qu'ils peuvent se prévaloir de cette aide, notamment en diffusant, par les voies adéquates, l'information

nécessaire lors de la Conférence diplomatique qui se tiendra à Stockholm en mai 2001 pour adopter la Convention.

*Décision sur le point 6 d) de l'ordre du jour Formules permettant au FEM
d'aider davantage les pays touchés, surtout en Afrique, à appliquer la Convention sur la
lutte contre la désertification*

12. Ayant examiné le document GEF/C.17/5, intitulé *Options to Enhance GEF Support for the Implementation of the UN Convention to Combat Desertification*, le Conseil reconnaît qu'il convient de faire de la dégradation des sols (désertification et déboisement) l'un des domaines d'activité du FEM pour renforcer l'aide que ce dernier apporte à la mise en oeuvre effective de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Le Conseil demande au Secrétariat de travailler en collaboration avec les Agents d'exécution, les organismes d'exécution compétents, et le Secrétariat et le Mécanisme mondial de cette convention pour préparer une note plus élaborée qui présentera en détail les modalités de cette évolution à sa prochaine réunion en décembre 2001. Cette note exposera également les dispositions à prendre pour soumettre une modification de l'Instrument à l'approbation de la deuxième Assemblée du FEM en octobre 2002.

*Décision sur le point 7 de l'ordre du jour Éléments de collaboration stratégique et
cadre de l'action du FEM pour un renforcement des capacités nécessaires à la protection
de l'environnement mondial*

13. Ayant examiné le document GEF/C.17/6/Rev.1, le Conseil :

- a) prend note des éléments stratégiques et du cadre d'action envisagés pour permettre au FEM d'adopter une approche plus ciblée et plus stratégique du renforcement des capacités nécessaires à la protection de l'environnement mondial ;
- b) charge le Secrétariat du FEM de présenter, pour avis, les éléments stratégiques et le cadre d'action envisagés aux Conférences des parties à la Convention sur la diversité biologique, à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ;
- c) charge le Secrétariat du FEM de travailler en collaboration avec les Agents et les organismes d'exécution pour lancer le processus qui permettra aux pays sollicitant cette aide de commencer immédiatement à autoévaluer leurs besoins en matière de renforcement des capacités. D'un commun accord, le Conseil décide que les demandes d'aide financière présentées par les pays à concurrence de 200 000 dollars seront préparées, approuvées et mises à exécution selon la procédure accélérée et qu'elles peuvent être approuvées par le DG. Les demandes dépassant 200 000 dollars sont préparées, approuvées et mises à exécution selon le cycle normal des projets du FEM. Le Secrétariat du FEM est invité à travailler en collaboration avec les Agents et les organismes d'exécution pour élaborer et diffuser largement des directives qui aideront les pays à préparer ces demandes ;

- d) charge le Secrétariat du FEM de présenter, pour avis, les éléments stratégiques et le cadre d'action envisagés aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales contribuant à des activités de renforcement des capacités dans les domaines de l'environnement mondial et du développement durable ; et
- e) charge le Secrétariat de lui présenter à sa réunion d'avril 2002 une version révisée des éléments stratégiques et du cadre de l'action du FEM, qui tiendra compte du point de vue exprimé par les Conférences des parties et les autres acteurs consultés en application de cette décision, ainsi que des enseignements qui se seront dégagés des évaluations nationales.

Décision sur le point 8 de l'ordre du jour

Programme de travail soumis à l'approbation du Conseil

14. Le Conseil examine et approuve¹ le projet de programme de travail présenté sous la cote GEF/C.17/7, sous réserve des observations formulées pendant la réunion et des remarques complémentaires susceptibles d'être présentées au Secrétariat d'ici le 25 mai 2001.

15. Le Conseil considère qu'à l'exception des activités suivantes :

- a) Équateur : Dispositif national de zones protégées
- a) Cambodge : Promotion des énergies renouvelables
- b) Chine : Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables
- c) Chine : Démonstration de l'exploitation commerciale d'autobus à pile à combustible
- d) Inde : Construction d'autobus à pile à combustible

Tous les projets présentés dans le cadre du programme de travail i) sont ou seront conformes à l'Instrument et aux politiques et procédures du FEM et ii) peuvent être approuvés par le DG pour être soumis à l'aval de l'Agent d'exécution compétent. Toutefois, avant de donner son approbation, le DG adressera aux membres du Conseil la dernière mouture des descriptifs de projet, assortie de toutes les observations du Conseil sur le programme de travail. Il accompagnera en outre ces descriptifs d'une explication satisfaisante de la façon dont il aura été tenu compte de ces observations et des remarques résultant de l'examen du STAP. Enfin, il confirmera que le projet reste conforme à l'Instrument et aux politiques et procédures du FEM.

16. S'agissant des projets visés ci-dessus, le Conseil charge le Secrétariat de veiller à ce que ses membres reçoivent le projet final des descriptifs correspondants afin qu'ils puissent faire connaître au DG, dans les quatre semaines, leurs réserves éventuelles avant que celui-ci approuve les descriptifs et les soumette à l'aval de l'Agent d'exécution concerné. Ces projets pourront être réexaminés lors d'une future réunion du Conseil à la demande d'au moins quatre membres.

¹ Compte tenu de la législation nationale régissant le vote de son pays sur les projets de développement financés par certains organismes de promotion du développement, un membre du Conseil n'a pas appuyé les projets suivants : *Inde — Préservation et gestion durable de la biodiversité des terres arides* et *Inde — Construction d'autobus à pile à combustible*.

17. Ayant réexaminé le projet intitulé *Projet régional (Albanie, ERY de Macédoine) : Programme de maîtrise de l'énergie dans les Balkans*, le Conseil l'approuve et charge le Secrétariat de veiller à ce que ses membres reçoivent le projet final du descriptif correspondant afin qu'ils puissent faire connaître au DG, dans les quatre semaines, leurs réserves éventuelles avant que celui-ci approuve le descriptif et le soumette à l'aval de la SFI. Ce projet pourra être réexaminé lors d'une future réunion du Conseil à la demande d'au moins quatre membres.

Décision sur le point 9 de l'ordre du jour
Suivi et évaluation

18. Ayant examiné le document GEF/C.17/8, intitulé *2000 Project Performance Report*, le Conseil en approuve les conclusions, sous réserve des observations formulées lors de la réunion. Le Conseil souligne notamment que le FEM doit déterminer et suivre plus systématiquement les risques qui menacent la réussite des projets et s'assurer que certaines conditions de base sont réunies pour l'exécution des activités. Le Conseil rappelle aussi qu'il est important de promouvoir l'effet d'entraînement des projets du FEM et la possibilité de les transposer ailleurs.

Décision sur le point 10 de l'ordre du jour
Le FEM et le Sommet mondial sur le développement durable : Note du DG

19. Ayant examiné le document GEF/C.17/9, intitulé *CEO Note on GEF Activities related to the World Summit on Sustainable Development*, le Conseil souligne l'importance de ce Sommet mondial qui se tiendra à Johannesburg (Afrique du Sud) en septembre 2002 et se félicite des dispositions proposées par le DG pour que le FEM prenne une part importante à la préparation et aux travaux de cette réunion. Résolument partisan d'une participation active du FEM à ce sommet et à sa préparation, le Conseil approuve le budget proposé à cette fin. Le montant prévu (USD 1 398 918 dollars) est à inscrire au budget du Secrétariat du FEM pour l'exercice 02. Le DG est invité à inciter les membres de la famille du FEM et les autres institutions et entités concernées à organiser des manifestations pour préparer ce sommet. Il est aussi encouragé à rechercher des contributions bilatérales et autres pour alléger la charge que cette participation fait peser sur le budget du FEM.

Décision sur le point 11 de l'ordre du jour
Note sur la deuxième Assemblée du FEM

20. Le Conseil réitère ses sincères remerciements au gouvernement chinois qui a généreusement offert d'accueillir la deuxième Assemblée du FEM en octobre 2002 à Beijing. Il approuve l'organisation et la structure de l'Assemblée proposées dans le document GEF/C.17/10, intitulé *Note on the Second GEF Assembly*, sous réserve des observations formulées pendant la réunion. Il approuve également le montant demandé (265 000 dollars) pour continuer à préparer cette réunion pendant l'exercice 02 et en demande l'inscription au budget interne du Secrétariat pour l'exercice en question. Prenant bonne note du coût estimatif prévu de l'organisation de l'Assemblée pendant l'exercice 03, le Conseil demande aussi au Secrétariat

d'inscrire la dotation correspondante au budget de cet exercice, qui sera soumis à son approbation lors de sa réunion d'avril 2002.

*Décision sur le point 12 de l'ordre du jour
Budget de fonctionnement pour l'exercice 02*

21. Ayant examiné le document GEF/C.17/11, intitulé *GEF FY02 Corporate Budget*, le Conseil approuve le projet de budget de fonctionnement pour l'exercice 02, d'un montant de 22,272 millions de dollars, sous réserve des observations formulées au cours de la réunion. Ce budget se compose :

- a) d'une enveloppe de 20,019 millions de dollars pour financer le coût des services de gestion que fournissent les six organes qui constituent le FEM (les trois Agents d'exécution, le Secrétariat, l'Administrateur et le Groupe consultatif pour la science et la technologie) ; et
- b) d'une enveloppe de 2,253 millions de dollars pour financer la mise en oeuvre des initiatives particulières proposées pour : i) la deuxième Assemblée du FEM ; ii) le Sommet mondial sur le développement durable ; et iii) la dernière phase des activités visant à renforcer l'ancrage et la coordination des projets du FEM dans les pays bénéficiaires.

*Décision sur le point 13 de l'ordre du jour
Mécanismes et modalités applicables au décaissement des fonds du FEM pour les petits projets*

22. Ayant examiné le document GEF/C.17/12, intitulé *Mechanisms and Arrangements for Expediting Disbursement of Funds for Small Projects*, le Conseil se félicite des rapports des Agents d'exécution sur les mesures qu'ils ont prises pour simplifier le traitement et l'exécution des projets, et le décaissement des fonds. Le Conseil approuve les modalités proposées dans le document pour accélérer le décaissement de la première tranche des ressources accordées par le FEM au titre des financements PDF, des activités habilitantes et des projets de moyenne envergure. Le Conseil demande au Secrétariat de travailler avec les Agents d'exécution et avec les organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi pour préparer des accords juridiques types couvrant les activités de lancement des projets et pour veiller à ce que ces intervenants mettent en place des procédures qui permettront le décaissement en temps utile des fonds nécessaires au lancement des projets et inciteront au maintien d'une gestion financière responsable et décentralisée au niveau des pays.

*Décision sur le point 14 de l'ordre du jour
Critères de sélection des organismes d'exécution pouvant opérer sous le régime du dispositif élargi*

23. Le Conseil examine le document GEF/C.17/13, intitulé *Criteria for the Expansion of Opportunities for Executing Agencies*. Après avoir pris en compte les observations formulées

pendant la réunion, le Conseil adopte les critères de sélection des organismes d'exécution pouvant opérer sous le régime du dispositif élargi, un mécanisme qu'il avait approuvé en mai 1999 et précisé en novembre 2000. Sur la base de ces critères, le Conseil approuve la sélection du Fonds international de développement agricole (FIDA) et demande au Secrétariat d'entreprendre les démarches juridiques et administratives nécessaires auprès du FIDA.

POINTS SAILLANTS DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL

24. Les travaux du Conseil sur les différents points de son ordre du jour et les décisions en résultant ont donné lieu aux explications, précisions et interprétations suivantes :

Point 6 c) de l'ordre du jour

Directives applicables aux activités habilitantes initiales relatives à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants

25. James B. Willis, directeur du service des substances chimiques au PNUE, rend compte des conclusions de la négociation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et des préparatifs de la Conférence diplomatique qui se tiendra le mois prochain à Stockholm, où la Convention sera ouverte à signature. Il se félicite de l'approbation par le Conseil des directives applicables aux activités habilitantes initiales en rapport avec cette convention. Ces directives ont été élaborées en collaboration avec le service responsable des substances chimiques au PNUE.

26. Le Conseil confirme qu'il faut que le FEM commence sans tarder à aider les pays à honorer leurs obligations au titre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. À cette fin, le FEM a accepté d'assurer des activités habilitantes selon la procédure accélérée et a approuvé des directives qui régiront initialement ces activités. Le Conseil rappelle également qu'en mai 2000, il a accepté que la FAO et l'ONUDI opèrent sous le régime du dispositif élargi en raison même de leur avantage comparatif dans le domaine des polluants organiques persistants et, donc, de leur capacité à aider les pays à démarrer rapidement ces activités. Dans le droit fil de cette mesure, le Conseil décide que la FAO et l'ONUDI pourront, jusqu'à nouvel ordre, avoir accès aux ressources du FEM pour financer des activités habilitantes selon la procédure accélérée, dans la limite des 500 000 dollars prévus par les directives initiales.

27. Le Conseil charge le Secrétariat et l'Administrateur de préparer les instruments juridiques nécessaires à l'approbation des activités habilitantes selon la procédure accélérée et au transfert des ressources et des allocations normales pour frais à la FAO et à l'ONUDI.

28. Le Conseil appuie sans réserve le démarrage d'activités destinées à aider les pays à se préparer à l'entrée en vigueur de la Convention et confirme qu'il faut privilégier la préparation de plans nationaux de mise en oeuvre pour les 12 substances prioritaires recensées par la Convention.

29. L'un des membres du Conseil propose d'envisager d'aborder la question des POP dans le contexte plus large des substances chimiques, en coordonnant l'action menée avec les conventions applicables.

30. En assurant la mise en oeuvre d'activités habilitantes au titre de la Convention de Stockholm, le Secrétariat, les Agents d'exécution et les organismes d'exécution doivent tenir compte des enseignements tirés de l'expérience acquise par le FEM lors d'opérations similaires dans le cadre d'autres conventions, notamment en puisant dans les évaluations déjà faites de ces activités. Les projets doivent être adaptés à la situation propre à chaque pays et doivent entrer dans le cadre de la stratégie nationale de développement.

31. S'agissant des conditions à satisfaire, on peut se reporter au paragraphe 5 de l'article 13 de la Convention.

Point 6 d) de l'ordre du jour

Formules permettant au FEM d'aider davantage les pays touchés, surtout en Afrique, à appliquer la Convention sur la lutte contre la désertification

32. Le Conseil est résolument favorable à un renforcement de l'action menée par le FEM pour financer des activités de lutte contre la dégradation des sols (désertification et déboisement). Il juge qu'il faut poursuivre sur cette voie tout en cherchant à faire de la dégradation des sols un domaine d'activité à part entière. Il a tout à fait conscience que la question de la dégradation des sols fait partie intégrante de la recherche d'un développement durable, d'un recul de la pauvreté et de synergies entre les conventions internationales à vocation environnementale.

33. Le Conseil prend note du fait que 105 pays ont préparé un rapport national faisant le point de la mise en oeuvre de la Convention sur la lutte contre la désertification et que 34 pays touchés parties à cette convention ont adopté un programme d'action nationale.

34. Le Conseil fait observer que les activités du FEM dans le domaine de la dégradation des sols doivent faire partie intégrante des politiques et des plans nationaux de développement. Le document à préparer pour la prochaine réunion du Conseil devra notamment examiner comment l'aide du FEM pourra avoir un impact maximum sur le terrain, tout en ayant des effets positifs sur l'environnement à l'échelle planétaire.

Point 7 de l'ordre du jour

Résultats de l'Initiative de renforcement des capacités

35. Pour améliorer l'efficacité et la qualité des activités habilitantes, le Conseil souligne qu'il est important de tirer parti des synergies entre les conventions. À cet égard, le Secrétariat est invité à expliquer comment le cadre d'action envisagé pour le FEM pourrait favoriser une meilleure coordination des activités habilitantes menées au titre des différentes conventions, et à préciser les liens entre les activités habilitantes proposées et les travaux en cours sur une approche-programme.

36. Les éléments de collaboration stratégique et le cadre de l'action du FEM pour un renforcement des capacités nécessaires à la protection de l'environnement mondial doivent plus expressément prendre en compte l'intégration des activités de renforcement des capacités du FEM dans des stratégies plus larges de développement durable.

37. Il est souhaitable que les programmes décentralisés au niveau des pays soient conçus de façon suffisamment souple pour permettre une approche régionale là où les bénéficiaires jugent que cette formule est avantageuse.

38. Le Conseil demande au Secrétariat de commencer dès que possible à appliquer les mesures prévues dans sa décision, en utilisant les ressources affectées au budget interne du Secrétariat. Il est convenu que le Secrétariat présentera lors de la prochaine réunion du Conseil, en décembre, une demande de crédits pour appliquer la décision en question.

Point 8 de l'ordre du jour
Programme de travail

39. S'agissant du projet régional intitulé *Préparation de plans nationaux de mise en oeuvre en vue de la gestion des polluants organiques persistants*, le Conseil décide que les pays ne faisant pas partie des 12 pays pilotes pourront demander l'aide financière du FEM pour préparer leur plan national, conformément aux directives initiales applicables aux activités habilitantes dans le cadre de la Convention de Stockholm sur les POP, en faisant appel à l'un des Agents ou organismes d'exécution.

40. En ce qui concerne le domaine d'activité consacré à l'appauvrissement de la couche d'ozone, le Secrétariat est chargé de préparer un document sur le coût et les conséquences que pourrait avoir, au plan des opérations, un engagement à financer le remplacement des HCFC, du bromométhane et des substances apparentées dans les pays en transition, conformément aux dispositions du Protocole de Montréal. Ce document sera soumis à l'examen du Conseil à sa réunion de décembre et utilisé pendant les travaux sur la troisième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM.

41. Le Secrétariat est chargé de présenter à la prochaine réunion du Conseil une note sur le cofinancement de projets du FEM. Cette note, qui passera en revue les politiques de cofinancement en vigueur, fera ressortir les questions à préciser ou les problèmes à résoudre. Dans la préparation de ce document, le Secrétariat est invité à tenir compte des règles appliquées par les banques multilatérales de développement en matière de cofinancement.

42. Le Secrétariat est chargé d'examiner avec les Agents d'exécution la possibilité d'uniformiser le cadre de présentation des projets afin d'alléger la documentation à étudier, tout en fournissant les données nécessaires sur les questions qui intéressent le Conseil.

43. Le Conseil s'inquiète de devoir approuver le financement de certains projets par phases, eu égard notamment à la viabilité à long terme de ces projets et à l'engagement financier que cela implique pour l'avenir. Le Conseil fait observer qu'il souhaiterait avoir une vue d'ensemble du projet et une indication des prévisions budgétaires au moment où il approuve l'activité en question.

44. Il serait utile, estime-t-on, que la note d'accompagnement du programme de travail fournisse des données sur le coût moyen des projets dans chaque domaine d'activité, une

indication du taux de croissance annuel du programme de travail et des éléments d'information sur la participation du secteur privé.

Point 9 de l'ordre du jour
Suivi et évaluation

45. Le Conseil estime que le Secrétariat doit travailler avec les Agents d'exécution pour mettre au point des critères d'évaluation plus clairs et plus précis afin d'harmoniser les rapports sur l'exécution des projets, de les rendre plus réalistes et de pouvoir les comparer plus facilement d'un Agent à l'autre. Il conviendrait que le Secrétariat et les Agents d'exécution examinent le moyen de mieux inciter leurs services à rendre intégralement compte des problèmes et des risques qui menacent la réussite des projets, au plan interne comme externe.

46. Le Conseil souligne que les capacités doivent être renforcées pour aider les pays non seulement à honorer leurs obligations au titre des conventions, mais aussi à élaborer les politiques et les stratégies qui leur permettront de s'attaquer aux problèmes environnementaux à dimension mondiale.

47. Le Conseil rappelle qu'il faut veiller à la large diffusion des enseignements tirés des actions menées, s'assurer que les pays, les Agents d'exécution et les organismes d'exécution en tiennent compte dans les activités, et mettre au point des procédures pour restructurer les projets dont les résultats ne sont pas satisfaisants.

48. Le délai entre l'approbation des projets par le Conseil et le décaissement des fonds aux bénéficiaires suscite des inquiétudes. Le Conseil constate qu'il est encore possible d'accélérer l'instruction des dossiers et le démarrage des projets, et demande que l'on continue à suivre cette question.

49. Il est convenu de poursuivre le travail sur l'élaboration d'indicateurs d'impact et de scénarios de référence mieux définis.

Point 10 de l'ordre du jour
Le FEM et le Sommet mondial sur le développement durable : Note du DG

50. S'agissant de ce sommet, le Conseil considère que l'objectif du FEM doit être de faire largement connaître les résultats qu'il a obtenus, de présenter les enseignements qui peuvent être précieux pour l'avenir et, au-delà de cette manifestation, de montrer comment il peut contribuer à la protection de l'environnement mondial et à un développement durable.

51. Le Secrétariat est invité à collaborer avec les Agents d'exécution, le Secrétariat du Sommet mondial, les instances des Conventions et les autres intervenants intéressés pour exécuter les activités envisagées et à faire en sorte que celles-ci entrent dans le cadre de la préparation et du déroulement de cette manifestation.

52. Le Conseil demande au Secrétariat de le tenir informé des activités entreprises en application de la note du DG et de solliciter sa participation chaque fois que possible.

Point 11 de l'ordre du jour
Deuxième Assemblée du FEM

54. Le Conseil estime que le document visé au paragraphe 5a), sur les recommandations qu'il préparera sur les questions dont l'Assemblée sera saisie, pourrait préconiser l'inscription des POP et de la dégradation des sols (désertification et déboisement) au nombre des domaines d'activité du FEM et faire état des orientations recommandées dans le cadre de la troisième reconstitution de ressources de la Caisse du FEM et du Sommet mondial sur le développement durable.

Point 12 de l'ordre du jour
Budget de fonctionnement du FEM pour l'exercice 02

55. Le Conseil demande que le budget comporte des données plus détaillées pour assurer une plus grande transparence et mettre en évidence l'efficacité des opérations. À cet égard, il est décidé que le Secrétariat présentera à la prochaine réunion du Conseil, en décembre, une ventilation plus détaillée du budget de fonctionnement pour l'exercice 02, ce qui permettra au Conseil d'en effectuer un examen plus approfondi et de donner des directives au Secrétariat pour la préparation du budget de l'exercice 03.

Point 13 de l'ordre du jour
Mécanismes et modalités applicables au décaissement des fonds du FEM pour les petits projets

56. Le Conseil se félicite des mesures proposées et des nouveaux avis exprimés en vue d'accélérer le décaissement des financements tout en continuant à justifier de leur utilisation, une évolution qui témoigne bien de la volonté de tenir compte des préoccupations des Conférences des parties aux Conventions et d'un certain nombre de pays bénéficiaires.

Point 14 de l'ordre du jour
Critères de sélection des organismes d'exécution pouvant opérer sous le régime du dispositif élargi

57. Le Conseil se félicite de la décision faisant du FIDA un organisme d'exécution pouvant opérer sous le régime du dispositif élargi, conscient que cette participation renforcera la capacité du FEM à préparer et exécuter des projets, surtout dans le domaine de la lutte contre la dégradation des sols.

58. S'agissant des critères de sélection des organismes d'exécution, le Conseil, dans la logique de ses décisions précédentes, demande au Secrétariat de préciser les aspects qui concernent la complémentarité et de présenter le résultat de ce travail à sa prochaine réunion.

59. Les organismes d'exécution sont avant tout invités à opérer sous le régime du dispositif élargi en raison de leur avantage comparatif et de leurs compétences dans un domaine d'activité

donnée, qui doit demeurer l'axe principal de leurs interventions. Toutefois, les organismes d'exécution conserveront la possibilité de monter des projets dans d'autres domaines lorsque l'activité du FEM le justifie, que l'intervenant possède les atouts nécessaires et qu'il a à cœur de travailler dans le domaine en question.

60. Le Conseil est favorable à la mesure présentée dans le document, qui propose un examen régulier de la participation des organismes d'exécution et la publication des résultats de cette évaluation dans le plan d'activité et du FEM. Ce plan doit également exposer en détail la stratégie institutionnelle globale du FEM, qui consiste à tirer parti des points forts de tous les organismes partenaires.

61. Le Conseil fait remarquer que la multiplication des organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi nécessitera une coordination accrue de la part des Agents et des organismes d'exécution.

62. Le Conseil confirme que le mécanisme de défraiement pour les projets mis en oeuvre par les Agents d'exécution sera applicable aux organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi. Conformément à la décision prise par le Conseil à sa réunion de novembre 2000, la collaboration d'un organisme et d'un Agent d'exécution à un même projet ne donne pas lieu au versement d'une allocation supplémentaire pour frais. À cet égard, le Conseil rappelle qu'il a demandé que le mécanisme de défraiement soit examiné lors de sa réunion d'avril 2002.

63. Le Conseil demande au Secrétariat de présenter à sa prochaine réunion, et à la prochaine réunion de reconstitution des ressources, un document faisant le point de la structure, des méthodes et des procédures du FEM, qui tiendra compte des résultats et des conclusions du deuxième Bilan global du fonctionnement du FEM.

64. Le Conseil charge le Secrétariat de présenter à sa prochaine réunion un rapport qui décrira les modalités opérationnelles du travail du FEM avec les organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi et signalera toute incompatibilité ou complexité. Ce rapport

- a) portera sur les activités PDF et les projets déjà approuvés, et notamment sur les activités habilitantes déjà menées dans le domaine des polluants organiques persistants ;
- b) précisera davantage les critères de sélection (vision stratégique concordante, capacités et synergies) des organismes d'exécution opérant sous le régime du dispositif élargi, à la lumière des observations faites sur le document GEF/C.17/13 au cours de la réunion ; et
- c) décrira l'expérience de l'application du mécanisme de défraiement aux organismes d'exécution, sans perdre de vue le fait qu'un examen de ce mécanisme sera présenté au Conseil en avril 2002.

Point 15 de l'ordre du jour
Questions diverses

65. Le Secrétariat est invité à compléter les informations qu'il communique actuellement sur l'engagement et le décaissement des ressources du FEM en présentant des données annuelles sur les marchés passés par pays.

CLOTURE DE LA REUNION

66. Les présidents déclarent la réunion close le 11 mai 2001.